

Le fil du jour. Bombardements sans précédent à Gaza, coupée du monde

L'armée israélienne mène de violents bombardements sur Gaza ce vendredi soir. Environ 45 % des habitations y ont déjà été endommagées depuis le début de la guerre, selon l'ONU. Le président Macron demande une trêve humanitaire.

La rédaction de Mediapart - 27 octobre 2023 à 11h26

Au vingt-et-unième jour de la guerre au Proche-Orient, des bombardements d'une intensité sans précédent ont été déclenchés vendredi soir sur Gaza. L'accès à Internet a été interrompu.

L'armée israélienne mène vendredi soir d'intenses bombardements, « sans précédent » depuis le début de la guerre, au nord de la bande de Gaza, notamment à Gaza City, selon des images de l'Agence France-Presse et selon le mouvement islamiste palestinien Hamas.

Les frappes israéliennes ont commencé à 19 heures, heure locale (18 heures, heure française), et se poursuivaient plus d'une heure plus tard. Les bombardements « par air, mer et terre » sont « les plus violents depuis le début de la guerre » le 7 octobre, a indiqué le service de presse du gouvernement du Hamas, accusant Israël de « préparer des massacres ».

L'accès à Internet dans la bande de Gaza a été interrompu, a déclaré l'observatoire Netblocks, un observatoire de la connectivité à Internet : « Les données du réseau en direct montrent un effondrement de la connectivité dans la bande de Gaza, alors que des rapports font état de bombardements intenses. »

Sur X (ex-Twitter), Avichay Adraee, porte-parole arabophone de l'armée israélienne, a confirmé l'extension des opérations terrestres ce soir à Gaza. « Au cours des dernières heures, nous avons intensifié les frappes aériennes à Gaza. L'armée de l'air mène une attaque de grande envergure contre des cibles souterraines et des infrastructures terroristes », a-t-il écrit. « Dans la continuité des opérations militaires que nous avons menées ces derniers jours, les forces terrestres ont élargi leurs opérations au sol ce soir. L'armée israélienne travaille avec une force maximale sur tous les fronts pour atteindre les objectifs de la guerre. »

Il s'agit des « plus importantes frappes » israéliennes contre la bande de Gaza depuis le début de la guerre entre Israël et le Hamas, déclenchée le 7 octobre par une attaque meurtrière et sans précédent du mouvement palestinien contre Israël, selon la chaîne de télévision publique israélienne Kan.

En riposte à ces frappes, la branche militaire du Hamas a annoncé sur la messagerie Telegram le tir de « salves de roquettes en direction des terres occupées [Israël – ndlr] en réponse aux massacres contre les civils » dans le territoire palestinien de Gaza. Selon les médias israéliens, des roquettes ont été tirées en direction de Tel-Aviv, du centre d'Israël et du nord de la Cisjordanie, territoire palestinien occupé par Israël.

Un journaliste de l'AFP a entendu de fortes explosions dans le secteur de Ramallah, en Cisjordanie.

Vendredi soir, le **Croissant-Rouge palestinien** a annoncé avoir « complètement perdu le contact avec la salle des opérations de la bande de Gaza et toutes [ses] équipes qui y opèrent en raison de la coupure par les autorités israéliennes de toutes les communications fixes, cellulaires et internet ». « Nous sommes profondément préoccupés par la capacité de nos équipes à continuer à assurer leurs services médicaux d'urgence, d'autant plus que cette perturbation affecte le numéro central d'urgence 101 et gêne l'arrivée des véhicules ambulanciers vers les blessés », a ajouté l'organisation.

« Beaucoup de gens vont mourir », alerte le patron de l'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (**UNRWA**). Emmanuel Macron demande une trêve humanitaire et veut évacuer les Françaises et les Français présents à Gaza.

L'Assemblée générale de l'ONU se prononce vendredi sur une « trêve humanitaire »

Après l'échec du Conseil de sécurité à agir, l'Assemblée générale de l'ONU devait se prononcer vendredi sur une résolution non contraignante, déjà fustigée par Israël, réclamant une « trêve humanitaire » au 21^e jour de la guerre entre Israël et le Hamas.

La Jordanie, au nom du groupe de 22 pays arabes, a demandé que le vote sur son projet de résolution ait lieu à 15 heures (21 heures, heure française), en raison de l'« urgence de la situation » à Gaza, alors qu'il reste une centaine d'orateurs inscrits pour ce débat commencé jeudi matin.

La proposition a été acceptée par le reste de l'assemblée des 193 États membres de l'ONU, qui s'est saisie de cette question après le rejet par le Conseil de sécurité divisé de quatre résolutions en moins de deux semaines.

Le texte, qui pour être adopté vendredi devra recueillir deux tiers des voix des pays votants, « demande une trêve humanitaire immédiate, durable et soutenue, menant à la cessation des hostilités ». La précédente version réclamait un « cessez-le-feu immédiat ».

Le projet de résolution, rédigé par la Jordanie et sponsorisé par plus de 40 pays, est largement centré sur la situation humanitaire à Gaza, demandant notamment la fourniture « immédiate » d'eau, de nourriture, de carburant et d'électricité, « en quantités suffisantes », et l'accès « sans entrave » de l'aide humanitaire.

Il condamne également « tous les actes de violence dirigés contre des civils palestiniens et israéliens, notamment tous les actes de terrorisme et les attaques sans discernement », et se dit « vivement préoccupé par la dernière escalade de la violence depuis l'attaque du 7 octobre », mais sans mentionner le Hamas.

Cette absence a provoqué la colère de l'ambassadeur israélien Gilad Erdan, qui a jeudi estimé que la place de ce texte « *est dans les poubelles de l'Histoire* ». « *Deux mots-clés manquent dans cette résolution. Le premier est "Hamas". Il est scandaleux que les auteurs de l'attaque terroriste du 7 octobre ne soient pas nommés [...]. Et l'autre mot-clé est "otages"* », a dénoncé vendredi l'ambassadrice américaine Linda Thomas-Greenfield, qui co-sponsorise un amendement en ce sens déposé par le Canada.

Cet amendement condamne « *sans équivoque les attaques terroristes du Hamas* » du 7 octobre et demande la « *libération immédiate et inconditionnelle* » des otages.

L'armée israélienne dit avoir mené un nouveau raid terrestre dans Gaza

Les Forces de défense d'Israël (FDI) ont affirmé vendredi matin avoir mené jeudi un nouveau « *raid ciblé* » à Gaza, dans le centre du territoire palestinien cette fois. La veille, l'armée avait déclaré avoir mené, dans la nuit de mercredi à jeudi, une incursion terrestre avec « *des chars* » dans le nord de l'enclave.

L'opération annoncée vendredi matin a été conduite par l'infanterie des FDI, épaulée par « *des avions de chasse et des drones* », a précisé l'armée israélienne, qui a assuré avoir visé « *des cibles terroristes appartenant à l'organisation terroriste du Hamas dans le quartier de Shujaiyya [un quartier résidentiel de l'est de la ville de Gaza – ndlr] et dans toute la bande de Gaza* ».

L'aviation des FDI a détruit jeudi « *plus de 250 cibles militaires appartenant à l'organisation terroriste Hamas dans la bande de Gaza* », annonce l'armée israélienne sur Telegram.

Comme elle l'avait fait la veille, Tsahal a dit avoir touché « *des postes de lancement de missiles antichars, des centres de commandement et de contrôle militaires* » du Hamas, et assure : « *Les troupes ont quitté la zone à la fin de l'activité. Aucun blessé n'est à déplorer du côté des FDI.* »

Par ailleurs, dans une vidéo publiée sur les réseaux sociaux, l'armée israélienne précise avoir mené un « *raid naval* » visant à détruire les infrastructures du Hamas dans le sud de la bande de Gaza.

Selon l'ONU, 45 % des habitations de la bande de Gaza ont été endommagées

Selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha), environ 45 % des habitations de la bande de Gaza ont été « *endommagées ou détruites* ». Plus de 16 000 logements ont été totalement détruits, fait savoir l'agence, qui s'appuie sur des chiffres fournis par le ministère des travaux publics et du logement du territoire, contrôlé par le Hamas. L'agence relève que 1,4 million de personnes se sont déplacées à l'intérieur de l'enclave. Plus de 640 000 personnes sont hébergées dans des installations de l'Ocha.

170 Français se trouvent à Gaza, selon Catherine Colonna

Environ 170 Françaises et Français se trouvent à Gaza et sont suivies de près par le gouvernement, a affirmé la ministre des affaires étrangères Catherine Colonna sur RTL. « *Il y a une cinquantaine de Français établis, qui vivaient là-bas* », mais également « *des Français qui travaillent dans des ONG humanitaires, qui sont basés souvent à Jérusalem, mais dont la mission est à Gaza* », ainsi que les employé-es de l'Institut français d'Israël. « *Cela fait environ 170 personnes dont nous voulons assurer la protection* », a assuré la ministre.

Elle précise avoir échangé avec certains qui « *manquent de tout* ». « *Il n'y a pas d'eau, pas d'électricité [...], pas de médicaments, pas de couverture...* », a énuméré Catherine Colonna, jugeant « *indispensable de faire entrer l'aide humanitaire à Gaza* ». Elle a regretté le flux trop faible de camions qui passent la frontière depuis l'Égypte, estimant notamment que « *les contrôles sont une entrave réelle* ».

Le nombre d'otages à Gaza revu à la hausse

Le Hamas détient au moins 229 otages à Gaza, affirme Israël, qui revoit son bilan à la hausse ce vendredi matin. L'armée israélienne affirme qu'au moins 229 personnes ont été identifiées comme retenues par l'organisation terroriste, soit cinq de plus que la veille.

« Beaucoup de gens vont mourir », alerte le patron de l'Agence pour les réfugiés palestiniens

« *Beaucoup plus [de gens] vont bientôt mourir* » à cause du siège total imposé à la bande de Gaza par Israël, a prévenu vendredi le patron de l'Agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA). « *Au moment où nous parlons, des gens à Gaza meurent, ils ne meurent pas seulement à cause des bombes et des frappes, beaucoup plus vont bientôt mourir des conséquences du siège imposé* » au petit territoire depuis le 7 octobre, a déclaré Philippe Lazzarini lors d'un point de presse à Jérusalem.

« *Les services de base s'effondrent, les réserves de médicaments, de nourriture et d'eau s'épuisent, les égouts commencent à déborder dans les rues de Gaza* », a décrit le responsable humanitaire. Les convois d'aide entrés dans le territoire palestinien depuis le 21 octobre sont largement insuffisants pour répondre aux besoins de la population, a-t-il ajouté.

« *Le système actuel est voué à l'échec. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une aide significative et continue, nous avons besoin d'un cessez-le-feu humanitaire pour que cette aide puisse atteindre ceux qui en ont besoin* », a réclamé Philippe Lazzarini.

Le ministère de la santé du Hamas a annoncé jeudi que plus de 7 000 Palestiniens, dont quelque 2 900 enfants, avaient été tués depuis le début de la campagne de bombardements déclenchée par Israël après l'attaque inédite du Hamas sur son sol, le 7 octobre.

Interrogé sur ces chiffres, Philippe Lazzarini a répondu que lors des guerres précédentes à Gaza, ces bilans fournis par les autorités du Hamas au pouvoir à Gaza « *ont été considérés comme crédibles et personne ne les a jamais vraiment remis en cause* ». En faisant une corrélation entre le bilan global et le nombre

« On ne commémore comme on le fait et personne ne se rappelle vraiment les évènements » en faisant une comparaison avec le 11 septembre et le nombre d'employés de l'agence de l'ONU tués, on retrouve « plus ou moins le même pourcentage ».

« La mort d'au moins 57 collègues a été confirmée, [...] des mères, des pères, des gens magnifiques, qui dédiaient leur vie à leur communauté » et qui, « s'ils n'avaient pas été à Gaza, auraient pu être vos voisins », a-t-il encore dit.

Villepin craint un « engrenage du militarisme »

Invité sur [BFMTV](#), Dominique de Villepin a appelé à « ne pas confondre les Palestiniens avec le Hamas », plaidant en faveur d'une « réponse mesurée » et « ciblée » à Gaza. Selon l'ancien premier ministre, « le plus gros travail aujourd'hui, c'est celui qui consiste pour les pays européens, les États-Unis, à aider Israël à avancer au-delà de cette réponse militaire ».

Selon l'OMS, un millier de corps sont ensevelis sous les décombres à Gaza

[Richard Peeperkorn](#), représentant de l'OMS pour le territoire palestinien occupé a déclaré vendredi que l'agence avait reçu des estimations selon lesquelles un millier de corps non identifiés sont encore ensevelis sous les décombres à Gaza et ne sont pas encore pris en compte dans les bilans des morts. Les autorités sanitaires de Gaza, contrôlées par le Hamas, affirment que plus de 7 000 personnes ont été tuées par les bombardements israéliens en réponse aux attaques transfrontalières meurtrières menées contre Israël par les terroristes du Hamas le 7 octobre.

Le ministère de la santé de Gaza annonce plus de 7 300 morts

Le ministère de la santé de la bande de Gaza, administrée par le Hamas, a affirmé vendredi que 7 326 personnes avaient été tuées depuis le début des bombardements israéliens sur l'enclave palestinienne, le 7 octobre. Selon la même source, près de 19 000 autres personnes ont été blessées.

Macron veut évacuer les Français présents à Gaza

Emmanuel Macron a appelé vendredi à une « trêve humanitaire » dans la guerre entre Israël et le Hamas pour « organiser la protection » des populations civiles dans la bande de Gaza, à l'issue d'un sommet européen à Bruxelles. La France veut évacuer ses ressortissants se trouvant dans la bande de Gaza, a-t-il annoncé.

« La France a environ 170 ressortissants français – personnels travaillant dans nos instituts et ayants droit. Nous souhaitons les évacuer dans les meilleurs délais, c'est ce qu'on est en train d'organiser avec à la fois les autorités israéliennes, palestiniennes et l'Égypte, et ce que d'autres pays européens veulent faire en coordination avec nous », a-t-il déclaré.

Le président français aussi annoncé la mise en place d'une initiative de plusieurs pays européens pour venir en aide aux populations civiles de Gaza. « Nous allons bâtir une coalition humanitaire avec plusieurs pays européens, en particulier Chypre, qui va servir de base arrière à ce corridor humanitaire maritime. Nous avons une discussion en ce sens avec la Grèce également, qui est prête à envoyer des équipements », a-t-il dit.

Arrivée d'une équipe de la Croix-Rouge à Gaza

Une équipe médicale de la Croix-Rouge est entrée dans la bande de Gaza pour la première fois depuis le début de la guerre, a annoncé vendredi le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Accompagnant un convoi humanitaire de plusieurs camions d'aide, cette équipe comprend des médecins spécialisés dans les blessures de guerre, selon le CICR. Ils sont munis de matériels permettant de « soigner 1 000 à 5 000 personnes selon la gravité des blessures ».

Il s'agit « d'un petit soulagement, mais ce n'est pas suffisant », a prévenu le [directeur régional du CICR, Fabrizio Carboni](#). Cela va « aider à alléger la pression extrême qui repose » sur le personnel médical de Gaza. Mais « un accès sécurisé et soutenu pour l'aide humanitaire est urgent », a-t-il dit.

Par ailleurs, l'Union européenne a annoncé qu'un nouveau vol d'aide humanitaire a quitté Copenhague aujourd'hui, à destination de l'Égypte, transportant 51 tonnes de médicaments, d'articles médicaux et de fournitures scolaires pour les personnes dans le besoin à Gaza. Ce vol, le premier d'une série de six, est organisé dans le cadre de l'opération de pont aérien humanitaire de l'UE. L'UE finance le coût total des vols et soutient la coordination des opérations au titre de la capacité d'intervention humanitaire européenne. Les partenaires humanitaires de l'UE, notamment l'Unicef, fournissent les matériels.

Tsahal accuse le Hamas de « mener la guerre depuis les hôpitaux »

L'armée israélienne a accusé le mouvement islamiste palestinien du Hamas de « mener la guerre depuis les hôpitaux » de la bande de Gaza et de se servir de sa population comme « bouclier humain ». « Il y a du carburant dans les hôpitaux et le Hamas l'utilise pour son infrastructure terroriste », a encore accusé le porte-parole de l'armée, Daniel Hagari.

« Les terroristes se déplacent librement dans l'hôpital Al-Shifa » de Gaza City, le plus grand du territoire palestinien, et les autres hôpitaux, a-t-il ajouté, répétant l'accusation israélienne selon laquelle le Hamas utilisait la population de Gaza comme « bouclier humain ». Selon le porte-parole, le mouvement islamiste utilise les hôpitaux « comme centres de commandement et comme caches », avec des accès vers son réseau de tunnels souterrains.

L'Unesco demande l'arrêt des frappes contre les écoles

Dans un [communiqué](#), l'Unesco « appelle à l'arrêt immédiat des frappes contre les établissements scolaires ». L'organisation se dit « alarmée par l'impact des hostilités en cours dans la bande de Gaza sur les élèves et les professionnels de l'éducation ». L'Unesco « appelle à protéger les établissements d'enseignement, qui servent souvent de refuges à la population, et rappelle que leur ciblage ou leur exploitation à des fins militaires sont contraires au droit international ».

L'ONU préoccupée par les « crimes de guerre »

Après 21 jours de bombardements et de siège, l'ONU se dit inquiète de la tournure prise par le conflit entre Israël et le Hamas. « *Nous sommes préoccupés par le fait que des crimes de guerre soient commis. Nous sommes préoccupés par la punition collective infligée aux Gazaouis en réponse aux attaques atroces du Hamas, qui constituent elles aussi des crimes de guerre* », a déclaré Ravina Shamdasani, porte-parole du Haut-Commissariat des droits de l'homme, lors du briefing régulier de l'ONU à Genève.

« *La punition collective est un crime de guerre. Le châtimeⁿt collectif infligé par Israël à l'ensemble de la population de Gaza doit cesser immédiatement* », a ajouté la porte-parole.

Ravina Shamdasani a également dénoncé l'usage d'explosifs à large rayon d'action dans des zones densément peuplées. « *Aucun endroit n'est sûr à Gaza. Obliger les gens à évacuer dans ces circonstances et alors qu'ils sont soumis à un siège complet soulève de sérieuses inquiétudes quant aux transferts forcés, qui constituent un crime de guerre* », a ajouté la porte-parole. « *Les attaques aveugles menées par des groupes armés palestiniens, notamment le lancement de roquettes non guidées sur Israël, doivent cesser* », a-t-elle aussi demandé.

La rédaction de Mediapart

Boîte noire

Cet article est mis à jour tout au long de la journée.
